

Tribune socialiste

N° 371 / 9 MAI 1968 / PRIX 0,70 F

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ



Elie Kagan

La victoire des étudiants

Marc Heurgon

Avant tout il faut comprendre et pour cela répondre à des questions précises.

Le gouvernement gaulliste porte seul la responsabilité de la répression, moins sans doute par une volonté consciente que par une incroyable suite de maladresses. Du même coup, voilà arraché le masque de ce « pouvoir libéral » suffisamment adroit pour laisser se développer des manifestations sans faire intervenir sa police. Tant qu'il s'agissait de manifestations sur le Vietnam, injuriant Johnson et amusant de Gaulle, fort bien ; tant qu'on n'avait à faire qu'à des processions

politiques ou syndicales, sur des parcours autorisés, donnant un aspect bon enfant aux revendications populaires, passe encore ; mais dès que la révolte étudiante, partie d'une contestation des structures universitaires, a débouché sur une mise en cause radicale de la société établie, le gouvernement a fait savoir qu'il ne tolérerait aucun dialogue. Quelle part ont obtenu dans ces circonstances l'orgueil offensé d'un vieux militaire, la pression d'une bourgeoisie apeurée et aussitôt conciliée, du « Figaro » à Jacques Baumel, pour retrouver les accents de l'ordre moral ? On ne sait, mais

dès lors, les provocations allaient se multiplier. Voilà ce pauvre Grappin fermant une nouvelle fois l'Université de Nanterre, puis descendant les derniers degrés de l'obédience gaulliste en acceptant d'être à la fois plaignant et juge devant le conseil universitaire. Voilà cet homme qui fut recteur et qui restera désormais celui qui a fermé la Sorbonne aux étudiants pour y installer les C.R.S. Voilà la bêtise suprême qui a consisté à attirer dans une souricière l'état-major du syndicat étudiant pour s'étonner hy-

(suite page 3)



USA : Les Noirs voteront-ils ?

Henri Rosengart

13 Mai : au-delà de la constitution

Lucien Saintonge

La confrontation de New Delhi

Manuel Bridier

Les flammes de l'Amérique Latine

Claude Roire

La culture au Creusot

Bernard Sizaire

Citroën : syndicats bannis

Jacques Ferlus

□ La négociation n'est pas la paix

Les délégations nord-vietnamienne et américaine se rencontreront sans doute vendredi 10 mai à Paris. « Vous estimerez sans doute avec moi, que cela n'était pas tout à fait imprévu » devait déclarer M. Pompidou aux journalistes à l'annonce de cette nouvelle. Il est vrai que la diplomatie gaulliste était fort active depuis plus de cinq semaines et qu'elle avait un certain beau rôle. « La France ne prétend pas jouer les arbitres. Si elle peut rendre service elle le fera » disait-on dans les milieux proches de l'Élysée. Et tandis qu'Hanoi et Washington se renvoyaient la balle et repoussaient tour à tour une quinzaine de lieux de rencontre, on assistait, depuis la déclaration de M. Couve de Murville devant la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale, le 18 août dernier, à un chassé-croisé d'émissaires entre le quai d'Orsay et la rue Leveillé — siège de la délégation nord-vietnamienne à Paris... « Si les Américains n'ont jamais parlé de Paris, c'est qu'ils savaient que les Nord-Vietnamiens en parleraient un jour » laissait-on entendre du côté des Français.

Mais il ne faut pas se leurrer. Peu importe au fond, que ce soit Paris plutôt qu'une autre ville. L'ouverture d'un dialogue, ne conduit pas à la paix. Tout au plus risque-t-on de voir s'amorcer une difficile désescalade, qui pourrait conduire d'ici quatre ou cinq semaines, à l'arrêt effectif des bombardements sur le Nord, et à l'annonce d'une prochaine conférence de Genève.

Le problème vietnamien n'en sera pas pour autant résolu car la paix c'est aussi la continuation d'une même politique par un autre moyen... que la guerre.

« Il faudra bien, écrivait Pierre Mendès France, qu'intervienne un jour cette grande confrontation entre la Chine et les Etats-Unis pour que la paix soit établie non seulement au Vietnam mais dans tout le Sud-est asiatique. »

□ Tunisie : répression sans frein

Juin 67 : à l'occasion d'un mouvement de masse voulu à la fois par le pouvoir et l'opposition et qui dégénéra en un pogrom que personne n'avait souhaité, on voulut intimider en faisant un exemple : on inventa un « meneur » étudiant. C'est ainsi que Ben Dinet, boursier de la faculté de Théologie (mais en réalité étroitement lié aux cercles marxistes de la faculté des Lettres) fut condamné, à l'issue d'un procès sommaire, à vingt ans de travaux forcés.

Le 15 mars dernier, un meeting de solidarité pour Ben Dinet a regrou-

pé la *totalité* des étudiants présents ce jour-là à l'Université.

Le pouvoir voulut le disloquer par la force, au moyen de barbouzes infiltrées dans l'Université. Vingt étudiants sont arrêtés. Un nouveau meeting répond en décidant une grève de trois jours. Le lendemain, la grève est totale, accompagnée de bagarres, les professeurs tentent de protéger leurs étudiants contre des commandos de « militants ». Le lundi 18 mars la grève reste totale. Un *modus vivendi* est conclu entre les étudiants et le prorecteur.

Mais le soir même la répression se déchaîne : deux étudiants sont enlevés et roués de coups pendant une heure dans les locaux du Comité des étudiants destouriens. Le lendemain, cinq étudiants sont appréhendés à la porte du bureau rectoral. Des manifestations de solidarité dans les lycées sont brutalement réprimées par la police.

Etudiants, professeurs, chercheurs, intellectuels sont incarcérés en nombre. Des policiers parallèles entrent en action : Attia, maître assistant de géographie, le Dr Essafi, professeur à la faculté de Médecine, sont enlevés, injuriés, passés à tabac par des sbires en cagoule ; Smaoui, sociologue, est lui aussi enlevé et se voit systématiquement torturé dans une villa *ad hoc* (acide sur la plante des pieds, électricité appliquée aux parties sexuelles, etc.).

Le 3 avril, le gouvernement publie le nom de 34 personnes arrêtées : parmi elles, Sethom, agrégé de géographie, maître assistant à la faculté des Lettres (un des meilleurs élèves de Pierre George), Clarfi, docteur en droit, Mahfoud, Ben Mustapha et Chabbi, avocats, Naccache et Ben Khader, ingénieurs agronomes, plusieurs professeurs et étudiants, dont certains des condamnés de l'an dernier (Charfi, Zeghidi, etc.) et les secrétaires des corps de Médecine et de Lettres.

Aujourd'hui, plus de 150 personnes ont séjourné plus ou moins longtemps dans les locaux de la police. Une soixantaine est encore détenue au secret, sans qu'aucune inculpation n'ait été définie. De plus, le témoi-

gnage formel de personnes relâchées depuis établit que certains détenus ont subi de graves sévices.

La violence de cette répression marque un pas de plus dans l'escalade vers un totalitarisme de plus en plus lourd. Son sens véritable ne peut se comprendre que par référence à la situation générale de la Tunisie actuelle et au problème de la succession de Bourguiba, qu'on analysera ultérieurement. □

□ Sarthe : des conservateurs de gauche

À en juger aux dernières délibérations du Conseil général de la Sarthe — majorité F.G.D.S. — la période des amours électorales avec le P.C. a vécu dans ce département, jusqu'aux prochaines élections sans doute ! Les fédérés ont entrepris en effet, lors de la récente session du Conseil, de prendre — d'une curieuse manière — du lest. A se demander si la fameuse plate-forme commune recèle quelque signification pour les S.F.I.O. et radicaux emmenés par Christian Pineau.

L'ancien ministre a en effet combattu le projet des trois conseillers communistes visant à instaurer dans la Sarthe une taxe additionnelle à la valeur locative des locaux à usage professionnel. Pour les communistes il s'agissait de percevoir auprès des gros industriels et gros commerçants un impôt tendant à compenser le surcroît de dépenses du budget départemental. L'on peut à juste titre s'étonner que la F.G.D.S. n'ait rien trouvé de mieux que d'emboîter, quant à son argumentation, le pas aux thèses gaullistes soutenues par le député U.D. V^e, Le Theule. L'on vit ainsi au terme du débat cette chose admirable, le giscardien d'Aillières se rallier avec beaucoup de « sens social » à un vœu pieux et totalement inopérant émis par le radical Renauld. Et pour cause.

Les fédérés eussent pu au moins — leur sincérité ne pouvant être mise forcément en doute — éviter, soit en ne prenant pas part au vote, soit en s'abstenant de tous commen-

taires, de mêler leur voix et arguments aux thèses gaullistes et réactionnaires. Or M. Christian Pineau n'a pas manqué d'apporter de l'eau au moulin de M. Dronne qui, en 1954, fut du triste complot anti-mendésistes, à l'Assemblée. On peut reconnaître aux fédérés le droit démocratique de ne pas partager toutes les options communistes mais on ne saurait leur pardonner de ne pas avoir proposé de contre-projet plus constructif et surtout d'avoir tactiquement fait le jeu de la droite. En réalité il n'est pas douteux que dans la Sarthe seule la question laïque permet de situer à gauche Pineau et son équipe. Ce n'est tout de même pas suffisant pour se proclamer socialiste ! □

(De notre correspondant au Mans, Alain DANJOU.)

□ Greffes à gogo

Nous l'avons échappé belle ! A quelques jours près, les professeurs Cabrol et Guiraudon n'eussent pas été les premiers en France, la France n'eut pas été la première en Europe à pratiquer une greffe de cœur.

Cela valait bien de prendre quelques risques (pour l'opéré). Le professeur Mercadier nous a révélé dans une conférence de presse que l'opération de La Pitié n'avait pas eu lieu dans les meilleures conditions possibles et que, pour cette raison, on avait préféré tenter cette difficile opération sur un sujet âgé et artérioscléreux plutôt que sur un sujet jeune, autrement dit le critère suprême du choix du « volontaire » n'a pas été la gravité de l'évolution spontanée de son affection, mais son âge.

Qu'en pensent les vieux de soixante-six ans ?

Par ailleurs, la multiplication soudaine des greffes de cœur, de foie — pour commencer — repose avec plus de force le problème déjà soulevé ici par J.-Ph. Deremne (T.S. n° 356) : le budget de la S.S. ayant forcément des limites, jusqu'où pourra-t-il, jusqu'où devra-t-il prendre en charge de telles interventions ?

Ne vaudrait-il pas mieux utiliser les mêmes sommes à la prévention de l'artériosclérose et à celle de l'infarctus du myocarde ? Le problème n'est pas simple quand on sait que dans la genèse de ces maladies entrent en ligne de compte les erreurs alimentaires (alimentation trop riche), l'intoxication tabagique, la vie trépidante et inhumaine de nos grandes agglomérations modernes.

Dans la mesure où l'on ne peut tout faire, le choix est difficile, mais les usagers-contribuables devront probablement dire un jour quel pourcentage du budget Santé ils désirent voir affecter au remplacement des organes et quel pourcentage à la prévention des maladies et à l'amélioration des conditions de vie qui détériorent ces mêmes organes. □

A NOS LECTEURS

13 mai 1958 - 13 mai 1968, c'est l'occasion d'un bilan. Bilan d'une politique et d'une contre-politique. Sur le sens de ce double bilan, le P.S.U. s'expliquera le 13, lors du meeting de la Mutualité.

C'est également l'objectif de notre journal avec les moyens qui sont les siens. D'où les deux numéros spéciaux que nous publierons à partir de la semaine prochaine. Dans le premier nous nous efforcerons d'illustrer quelques-uns des thèmes principaux de l'actualité. Ce sera le travail de toute l'équipe de rédaction de « Tribune ».

Le second sera beaucoup plus consacré aux axes et aux positions de notre politique. Il sera le fruit des travaux des commissions du P.S.U. des travaux des commissions du P.S.U.

Inutile de rappeler à nos lecteurs que ce double essai s'inscrit dans l'effort permanent de notre hebdomadaire, tant du point de vue de sa qualité rédactionnelle que du point de vue de sa diffusion.

□ La victoire des étudiants

(suite de la page 1)

pocritement ensuite que les manifestants du quartier Latin réagissent avec brutalité à ce guet-apens. Autre provocation, la condamnation rapide des étudiants arrêtés et pour certains d'entre eux de lourdes peines de prison ferme ; on sait maintenant qu'à porter un couteau dans sa serviette lorsqu'on distribue des tracts, on risque l'emprisonnement ; on sait encore que la légalité impose à un étudiant de tendre poliment sa nuque au flic protégé et casqué qui l'assaille à coups de matraque ; s'il se défend avec ce qu'il trouve sous la main, pavé ou barre de fer, il est un enragé qu'il faut enfermer.

Répression brutale a-t-on dit. Comment en aurait-il été autrement ? Le régime a lâché ses flics qu'il tenait depuis longtemps en laisse ; ceux-ci ont fait leur métier de brutes ; ils sont faits pour ça. Le responsable réel, c'est celui qui a pris la décision ou qui, ayant le moyen de le faire, n'a pas donné à temps l'ordre d'arrêter. Dans ce régime, on nous a appris que les décisions importantes n'appartenaient qu'à un seul. Cela fait donc partie du bilan.

Comment s'est produite l'accélération du mouvement ?

Un slogan martellé par 15.000 étudiants lundi soir dominait la manifestation : « Nous sommes un groupuscule ». Par là les étudiants, quelques instants avant l'affrontement le plus dur et le plus résolu qu'ait connu Paris depuis la Libération, donnait la preuve de l'accélération rapide de leur mouvement. Comment en quelques jours a-t-on pu passer de l'expérience de Nanterre à cet immense rassemblement ?

Tous les moments importants de l'histoire ont toujours été préparés par des minorités résolues ; à la condition bien sûr que celles-ci soient capables d'analyser sérieusement la situation de leur milieu et de formuler les questions, sinon toujours les solutions, qui répondent aux aspirations de ceux qui en reliant le mouvement sont capables de lui donner une grande ampleur. C'est autour de l'action du S.D.S. et de la pratique de l'Université critique de Berlin que s'est construit le mouvement universitaire allemand. C'est autour de groupes structurés d'étudiants (parmi lesquels les jeunes du P.S.I.U.P. ont joué un rôle important) et par la contestation du syndicat étudiant droitier, que s'est bâti le mouvement universitaire italien. De même en France, c'est à partir d'expériences partielles, dont celle de Nanterre mais pas seulement elle, que se sont préparées les échéances de ces derniers jours.

Ces diverses expériences étudiantes, dans des pays où l'Université n'a ni la même structure ni les mê-

mes facultés d'adaptation (la France est incontestablement en avance sur l'Italie et surtout sur l'Espagne), ont réagi naturellement les unes sur les autres car toutes elles possèdent des caractères communs. Partout la révolte est partie d'objectifs universitaires (droit d'expression à l'Université, mise en cause de la pédagogie traditionnelle comme du système des examens, refus des mesures de sélection) pour déboucher très vite sur un refus global de la société capitaliste et donc sur un élargissement du champ d'intervention, posant le problème de l'articulation du mouvement étudiant avec les luttes ouvrières.

Partout le mouvement étudiant est apparu comme le fer de lance essentiel de la lutte universitaire, parce qu'il est le seul à ressentir à la fois la crise structurelle et la crise idéologique de l'Université, parce qu'aussi il est le seul à pouvoir contester avec une force suffisante le message délivré par l'enseignement et qui reste celui de la classe dominante. C'est autour du mouvement étudiant que les lycéens, les chercheurs, les enseignants ont pu bâtir une alliance solide basée sur une véritable contestation de l'enseignement. Il n'est que trop évident que les mouvements uniquement limités au corps enseignant n'arrivent pas à sortir des revendications catégorielles et restent profondément intégrés à la société actuelle.

Mais le mouvement étudiant français comporte une originalité qui vient de révéler toute son importance au cours de la crise de ces derniers jours. Alors que cela n'est vrai ni en Allemagne, ni en Italie, il existe en France un syndicat étudiant progressiste, l'U.N.E.F. Malgré les difficultés rencontrées depuis la fin de la guerre d'Algérie, le syndicat étudiant n'a jamais cessé de porter au sein de l'Université la contestation sur les problèmes de fond. Du même coup l'U.N.E.F. s'est révélée lors de l'explosion le seul organisme capable de prendre la direction des manifestations, de fondre en son sein l'action de groupes divers, d'organiser la lutte avec résolution. Sans l'action de l'U.N.E.F. le soutien si important des enseignants du S.N.E. Sup. n'aurait sans doute pas connu un tel développement et l'action étudiante aurait pu se trouver isolée. Sans l'existence des structures du syndicat étudiant que certains s'empressaient d'enterrer trop vite, la révolte parisienne n'aurait pas trouvé avec une telle rapidité et une telle concordance le relai important de toutes les villes universitaires, des milliers d'étudiants se mettant en grève et descendant dans la rue, de Rouen à Bordeaux, de Toulouse et de Marseille à Strasbourg.

On a fait grand bruit depuis quelques temps autour de l'agitation des syndicats jaunes du mouvement étu-

diant la F.N.E.F. et la F.N.A.G.E. ; personne n'en a plus entendu parler au moment de l'affrontement. Le gouvernement lui-même ne s'y est pas trompé.

Que dire de l'attitude du Parti Communiste ?

Une malédiction pèse sur le Parti Communiste qui l'empêche régulièrement de comprendre les pulsations du mouvement étudiant et d'y prendre la place qui pourrait être la sienne. Il y a huit ans, le 27 octobre 1960, le P.C.F. n'avait pas compris que le moment était venu des grandes manifestations contre la guerre d'Algérie ; la démonstration organisée par l'U.N.E.F., se fit sans lui. De nouveau les 6 et 7 mai 1968 les étudiants communistes ont été tenus hors du coup par l'attitude de leur parti.

Il faut même aller plus loin et poser à la direction du P.C.F. les questions que chacun formule. J'ai sous les yeux « L'Humanité » du vendredi 3 mai, alors que Nanterre était déjà fermée ; j'y trouve un article de Georges Marchais, membre du bureau politique. Celui-ci ne pouvait pas ignorer la répression déclenchée contre « le mouvement du 22 mars » et particulièrement contre Daniel Cohn-Bendit, traduit devant le conseil de l'Université et menacé d'expulsion ; Georges Marchais ne pouvait pas ignorer non plus l'infâme campagne raciste déclenchée par « Minute » contre ce militant étudiant ; il présente cependant le mouvement comme « dirigé par l'anarchiste allemand Cohn-Bendit ». Cette phrase est-elle oui ou non un encouragement à l'expulsion ?

On peut ou non partager les thèses d'Herbert Marcuse ; encore est-il évident qu'elles méritent discussion. Ce n'est certes pas un débat qu'engage Georges Marchais à partir des trois courtes citations qu'il en fait. Mais que veut dire cette petite phrase pleine de sous-entendus « philosophe allemand qui vit aux Etats-Unis » ?

L'article en question n'a pas huit jours d'existence et déjà chacune de ses phrases a été démentie par les faits : « ces groupuscules, quelques centaines d'étudiants » ; « ces faux révolutionnaires, objectivement, servent les intérêts du pouvoir gaulliste et des grands monopoles capitalistes » ; « il s'agit en général de fils de grands bourgeois... qui tentent de jeter le trouble, le doute, le scepticisme parmi les travailleurs et notamment, les jeunes. »

Le Parti Communiste a tout fait pour restreindre la portée du mouvement. A prendre « L'Humanité »

de ces derniers jours, on ne trouve qu'un long palmarès des A.G.E. de l'U.N.E.F. ou des sections du S.N.E. Sup., sous influence communiste et qui au mépris de toute discipline syndicale, refusaient de suivre les mots d'ordre de grève ou tentaient d'en édulcorer la portée. Mal en a souvent pris à l'Union des Etudiants Communistes dans des villes comme Grenoble ou Rouen où des comités de grève ont au pied levé remplacé les A.G.E. défaillantes et organisé de vastes manifestations suivant les mots d'ordre du bureau national de l'U.N.E.F.

Le Parti Communiste et c'est encore le plus grave, a tout fait pour isoler le mouvement étudiant de la classe ouvrière alors que la volonté constante des dirigeants du Mouvement était au contraire d'affirmer que leur combat ne prendra tout son sens que s'il s'inscrit dans la réalité de la lutte des travailleurs. Les 50.000 manifestants qui le 7 mai ont remonté les Champs-Élysées étaient précédés par une unique banderolle qui portait pour seul slogan « Les étudiants avec les travailleurs ». Alors, de quel côté est l'isolement ?

Cette attitude du P.C.F. s'inscrit en fait dans la stratégie globale de ce parti. S'il se trouve hors d'état de peser sur la révolte étudiante, c'est qu'à des revendications qui mettent en cause toutes les structures de l'édifice universitaire, il n'apporte comme réponse que des revendications quantitatives, nécessaires mais insuffisantes ; c'est qu'il ne propose comme modèle qu'une « université démocratique » qui n'est en fait que la vieille université libérale reblanchie. Prisonnier d'une conception mécaniste de la classe ouvrière, tout occupé à maintenir sur elle ses prétentions à un contrôle exclusif, le Parti Communiste reste inapte à comprendre l'importance de forces qui dans la lutte pour le socialisme peuvent apporter aux travailleurs un concours précieux : il est désarmé devant le mouvement étudiant comme il l'est devant le mouvement paysan. Plus généralement, parce qu'il ne croit pas à la possibilité de mettre dès maintenant en cause les structures du capitalisme français, le P.C.F. se condamne à récuser par des moyens contestables l'apport de tous ceux qui n'acceptent pas de limiter leurs perspectives à une restauration démocratique et bourgeoise. Il ne semble pourtant pas que les événements de ces derniers jours puissent faire considérer comme négligeables des forces qui viennent de montrer à quel niveau elles étaient capables de situer leur combat. □

La semaine prochaine, une interview exclusive de

Jacques SAUVAGEOT

Vice-Président de l'U.N.E.F.

U.S.A.

Les Noirs boycotteront-ils les élections ?

Henri Rosengart

Après l'entrée en lice d'Humphrey et celle de Rockefeller, la course à la présidence offrira, comme son nom l'indique, l'attrait d'une grande compétition sportive. Déjà, les Américains attendent avec impatience le match Kennedy-McCarthy, qui se tiendra le 9 mai dans l'Indiana... Si l'intérêt sportif de la campagne présidentielle n'est pas douteux, son intérêt politique est, en revanche, beaucoup plus limité : quel que soit le président qui sortira des urnes, il serait naïf d'attendre de lui automatiquement une révision déchirante de la politique présente. Ceci n'empêche pas d'illustres « columnists » d'affirmer que tout ira mieux après le départ de Johnson et son remplacement par Bob Kennedy ou McCarthy...

Comment devenir président ?

La réalité américaine a malheureusement ses raisons que le cœur libéral semble ignorer. Car n'est pas président qui veut, au pays de la Liberté. Le choix est simple : sans appuis financiers et politiques, il est impossible à un candidat, supposé « de gauche », de se présenter devant les Conventions des partis démocrates et républicains ; et avec ces appuis, il est évidemment impensable que le candidat en question puisse entreprendre les réformes chères à ses désirs. Les groupes influents sans lesquels aucune politique n'est concevable (Congrès, Pentagone, milieux industriels et financiers, etc...) forceront le nouveau président à des actes qui seront la résultante des pressions qui s'exerceront sur lui. En d'autres termes, il n'y a jamais eu de président « de gauche » aux États-Unis, y-en-aura-t-il un jour ? Ni même de président « pacifiste » : McCarthy, en l'honneur duquel certains hippies acceptent de se faire raccourcir les cheveux, n'est pas un pacifiste. Il parle de paix, ce qui est très différent. Son seul avantage sur ses adversaires, c'est qu'il apparaît comme moins politicard, moins soutenu aussi financièrement ; donc, il devra s'endetter ; donc, dans la mesure où sa politique se révélera un peu trop non conformiste, on saura le rendre plus « compréhensif ». Le cas d'Humphrey, libéral à l'origine, conservateur aujourd'hui, est un excellent exemple de ce processus.

Si, comme le remarquait Nixon il y a quelques mois, un candidat à la présidence ne peut espérer être élu

que sur un programme de paix, il est évident que la campagne actuelle se fait selon les règles les plus traditionnelles. Certains avancent même déjà que M. Reagan, gouverneur fasciste de Californie et ancien acteur de westerns série B, serait un vice-président très honorable... Ce tandem rappellerait, avec les nuances d'usage, celui de J.-F. Kennedy-Johnson, qui a permis au premier d'obtenir les voix des racistes du Sud.

Le refus des Noirs

En fait, le relatif intérêt de cette période électorale n'est pas tant dans le résultat de novembre, que dans l'impact des événements qui se produiront d'ici là sur l'électorat américain, c'est-à-dire sur les déclarations des candidats. On peut déjà noter leur grande prudence à l'égard du problème noir. L'Amérique a peur, et il ne s'agit pas de l'effaroucher davantage en posant clairement le problème. Quant à la population noire, elle constate de plus en plus que dans un pays aussi fondamentalement raciste que les U.S.A., aucune intégration n'est possible, et que, par conséquent — différence notable avec leur attitude devant les précédentes élections américaines — *peu importe pour eux le nom qui sortira des urnes*. Un exemple remarquable de cette prise de conscience : venu à Newark pour parler de ses vertus présidentielles aux Noirs de la ville, McCarthy, actuelle idole des libéraux et des hippies, a dû en repartir précipitamment sous les huées. « Il n'est pas venu pour nous aider, mais pour ramasser nos voix ! » déclarèrent les manifestants qui le chassèrent. Les Noirs, de leur côté, ont pris leurs dispositions. Les organisations qui se réclament du Pouvoir Noir font comprendre à leurs frères de misère l'analogie qui existe entre l'envoi de 500.000 soldats au Vietnam et la mobilisation de 500.000 gardes nationaux aux États-Unis. Tandis que les partisans de l'intégration voient leur audience diminuer, Stokely Carmichael, Rap Brown, Bobby Seale, James Forman, et des centaines d'autres expliquent à un auditoire toujours plus nombreux que l'évolution technologique des U.S.A. augmentera le nombre de chômeurs noirs et ne pourra qu'entraîner la lente asphyxie d'une population devenue économiquement inutile, qui se trouvera, au surplus, concentrée dans les villes que les Blancs auront quittées. (Une récente étude offi-



encourage him...

rd believes in free enterprise. We prefer companies to commune
issars. We know you do, too. That's why we ask you to work with
they are working for you even when they are away from you. They ar
pany, in times of local crises. Remember too, that your Guardsmen are
nical skills which they bring right back to the job. So, bear with us w
a short period. It's a lot, lot better than communes. Thanks. Your h

and discourage him.



Casque
« Monde libre »...
Casque
« Enfer rouge »...

Il ne s'agit pas ici d'un tract, mais d'une page publicitaire parue dans la revue *technique* « *Machinerg : Machines, tools and Materials* » (août 1967), donc à l'usage des seuls cadres. Ce texte se passe de commentaires. Il dit ceci :

« Votre Garde Nationale a foi en la libre entreprise. Nous préférons les Cie aux communes. Nous préférons la coopération aux commissaires. Nous savons que vous partagez cette opinion. C'est pourquoi nous vous demandons de travailler avec vos employés de la Garde Nationale. Après tout, ils travaillent pour vous, même lorsqu'ils sont loin de vous. Ils protègent votre nation et votre Cie dans les périodes de crises locales. Souvenez-vous aussi que vos Gardes apprennent à être des dirigeants précieus ; ils apprennent aussi l'habileté technique qu'ils rapportent ensuite avec eux à leur retour sur leur lieu de travail. Aussi bien, soutenez-nous lorsque nous demandons à vos hommes de partir pour une courte période. Ceci est préférable, de loin préférable aux communes populaires.

Merçi. VOTRE GARDE NATIONALE. »

Rappelons qu'il y a aux U.S.A. 500.000 Gardes nationaux prêts à toutes les répressions.

cielle confirme que d'ici dix ans, les Noirs seront majoritaires dans toutes les grandes villes — les Blancs les fuyant pour s'installer en banlieue). D'où l'urgence de combattre dès à présent, quand les Noirs représentent encore une force économique dont le

capitalisme U.S. doit tenir compte. Pour l'instant, les membres du S.N.C.C. ou des Panthères noires commencent déjà à distribuer à la communauté noire des armes, afin qu'elle puisse se défendre contre toute agression de la police et des commandos racistes. Cette dernière crainte n'est pas vaine. Car ce qu'on appelle des émeutes ne sont souvent que de légers troubles qu'une répression policière sans commune mesure amplifie démesurément. C'est ce qu'a formellement établi le rapport officiel de la Commission nationale de recommandation sur les désordres civils, à propos des troubles de Cambridge (juillet 67). Il est significatif que cette partie du rapport (devenu un best-seller aux U.S.A.) ait été censurée par la Maison Blanche.

La répression s'amplifie

Les brutalités policières, traditionnelles aux U.S.A., prennent aujourd'hui une ampleur qui laisse hélas prévoir de quoi demain sera fait. Provocations, arrestations arbitraires, passages à tabac, tortures, assassinats camouflés en délits de fuite : telle est déjà la tactique suivie par la police U.S. dans un certain nombre de villes. A Oakland (qu'un pont sépare de San Francisco), la répression s'exerce directement sur les dirigeants des Panthères noires, comme Bobby Hutton (abattu froidement après avoir été arrêté) ; Eldridge Cleaver, écrivain et rédacteur dans la revue « Ramparts » (blessé à la jambe et gardé au secret) ; Huey Newton (qui risque la chambre à gaz à la suite d'un procès commencé le 6 mai) ; huit autres encore, qui partagent le même sort. A Orangeburg (Caroline du Sud), la Garde nationale a tiré (le 8 février) sur des étudiants qui tenaient un meeting. Bilan : 4 morts, 30 blessés, (tous touchés dans le dos et aux pieds), 30 arrestations, dont une maintenue, celle de Cleveland Sellers, militant du S.N.C.C. également blessé... Parallèlement à ses moyens classiques, la police et la Garde nationale disposent à présent de tout un arsenal nouveau contre les manifestants : fléchettes chargées de produits paralysants, utilisées jusqu'alors contre les animaux sauvages, et qui peuvent être fatales ; pistolets lançant des solutions à base de poivre d'une portée de dix mètres ; fusils spéciaux lançant des balles qui déchirent les intestins, entraînant une mort immédiate...

Une fraction croissante des Noirs commence à comprendre que le résultat des élections ne mettra pas un terme à la répression. D'ores et déjà, le mot d'ordre de *boycott électoral* a été lancé par les leaders du Pouvoir Noir. Et c'est ici qu'apparaît le véritable intérêt des élections de novembre : l'importance du boycott permettra de connaître l'influence actuelle des militants noirs sur une communauté qu'ils tentent de mobiliser. □

13 Mai

Au-delà de la constitution

Lucien Saintonge

Ce n'est pas le 13 mai mais le 3 juin 1958 que le gouvernement du général de Gaulle a obtenu de l'Assemblée nationale une délégation de pouvoir constituant. Mais chacun savait — et le discours de Bayeux sur les institutions était là pour nous le rappeler — l'importance que le général accordait aux problèmes institutionnels et les idées directrices qu'il chercherait coûte que coûte à mettre en œuvre.

L'apathie de la population métropolitaine et de ses députés, la certitude des ministres d'Etat que « de toute façon on ne pouvait plus continuer avec les institutions de la IV^e République » devaient dresser bien peu d'obstacles sur son chemin. C'est avec plus de 80 % des suffrages que la constitution de la V^e République fut adoptée, le 28 septembre par le peuple français.

L'opinion a bien dû changer en 10 ans qui aujourd'hui s'élève contre le « pouvoir personnel ». Cette transformation du jugement global de l'opinion n'a sans doute pas pour cause la prise de conscience progressive que nos institutions fonctionnent mal. Le gaullisme peut se vanter de continuité et de stabilité dans le domaine de ses institutions. Il est dès lors clair que l'opposition grandissante au pouvoir actuel est moins une opposition au régime de pouvoir personnel qu'une opposition au système économique et social — le néo-capitalisme — que le général de Gaulle incarne aujourd'hui. On ne peut pas tenter de porter un jugement sur les institutions de la V^e République sans les saisir en référence au niveau de développement économique et social et au rôle qui est assigné à l'Etat dans ce domaine.

Le miroir économique

Il est inacceptable que nos institutions politiques soient inadaptées à la vie économique et sociale contemporaine de notre pays. Depuis 1789 la France a connu plus de 20 constitutions. Pour ne se limiter qu'à la dernière période, depuis 1875, la France a vécu trois Républiques et on se plaît généralement à montrer les similitudes entre le régime constitutionnel français de 1875 à 1940 et celui de la IV^e République. Les exégètes gaullistes poursuivent alors l'explication de l'histoire constitutionnelle de notre pays en affirmant et soulignant la « Révolution » réalisée par la constitution de 1958 dans le domaine de nos institutions. Le propos n'est pas absurde mais sans doute exagéré. Il faut y voir de

plus près. Il faudrait aussi séparer ce qui dans nos changements institutionnels actuels est le fait de l'« équation personnelle » du général de Gaulle de ce qui provient réellement du texte constitutionnel.

En réalité depuis 1875 jusqu'à nos jours, la France est dotée pour l'essentiel du même type d'institutions. Même la constitution de 1958 n'a pas tenu compte de la profonde évolution économique et sociale du pays. Les différentes constitutions n'ont fait que modifier les rapports, élargir ou rétrécir les compétences respectives, du gouvernement, du Parlement et du Président de la République. Jamais encore n'a été posé le véritable problème qui est celui de la création de nouveaux centres de décision.

Jusqu'à la première guerre mondiale on pouvait à la rigueur justifier une telle situation par la nature des tâches qui incombaient à l'Etat dans le cadre du régime capitaliste d'alors : seuls des choix de politique extérieure et ceux concernant les libertés publiques, les rapports de l'Eglise et de l'Etat se posaient à un Etat qui cautionnait le libéralisme économique le plus outrancier. L'Etat n'intervenait en matière économique et sociale que pour justifier les décisions des groupes d'intérêts privés.

L'institution dirigiste

Le malaise qui naît après 1918 vient de ce que les institutions sont impuissantes à résoudre les nouveaux problèmes qui se posent au pays. La guerre de 14-18 et plus encore la crise mondiale des années trente modifie profondément la pratique économique et sociale des Pouvoirs publics. A un Etat libéral et non-interventionniste succède un Etat qui — sous peine de mort violente — doit intervenir de plus en plus en matière économique et sociale afin de réaliser les grands équilibres nécessaires.

La concertation entre l'Etat et le patronat devient la condition même de la survie du système capitaliste.

A ces nouvelles fonctions de l'Etat ne correspondent pas de nouvelles institutions et c'est ce qui explique la lente mais certaine dégradation du système parlementaire bourgeois.

En 1946, nos constituants sentent ce besoin d'institutions nouvelles ; mais timides et peut-être jaloux de leurs pouvoirs — ne vont pas jusqu'au bout de leur sentiment : ils se contentent de créer un Conseil économique au niveau national qui sera consulté pour avis.



A l'écart des véritables centres de décision.

Collombert

La V^e République ne fait aucune révolution institutionnelle en créant un « Conseil économique et social ». La seule différence est que celui de la IV^e était supposé conseiller le Parlement tandis que celui de la V^e doit conseiller le gouvernement. Et cela est significatif quant au transfert de compétences qui s'est réalisé du législatif à l'exécutif.

C'est finalement là, et sans doute principalement, que réside la transformation institutionnelle réalisée par la constitution de 1958. Celle-ci a consacré en quelque sorte cette lente dégradation de la démocratie parlementaire en transférant les pouvoirs de décision essentiels de la Chambre au gouvernement voire au Président de la République (art. 34, 38, etc.). L'Assemblée nationale jugée incapable d'assurer correctement la nouvelle concertation nécessaire à la survie du système s'est trouvée reléguée à un rôle de contrôle *a posteriori*. Du même coup sont officialisées l'interprétation et la complicité entre la haute bourgeoisie d'affaires, la technocratie et le gouvernement (cf. les Commissions du Plan).

Une restauration qui ne suffit pas

Face à une telle évolution — rendue nécessaire à la survie du néo-capitalisme — la gauche ne peut pas se contenter de lutter pour la restauration de la démocratie parlementaire bourgeoise. Le peuple français ne peut pas préférer démissionner au profit de 500 députés plutôt qu'au profit d'une vingtaine de ministres.

On ne se battra pas pour cela : le jeu n'en vaut vraiment pas la chandelle. Une telle lutte enrayerait sans doute un peu la machine capitaliste, mais ne nous ferait pas avancer d'un pouce vers le socialisme. La lutte de la gauche ne peut pas se limiter à être défensive voire rétrograde. La nôtre doit se situer actuellement sur le terrain même où se prennent les décisions. Mais elle doit être aussi d'envisager, puis d'obtenir dès maintenant la création de nouveaux centres de décision économique qui — pour être démocratiques et rationnels — ne peuvent être exercés que par les intéressés eux-mêmes et à tous les niveaux.

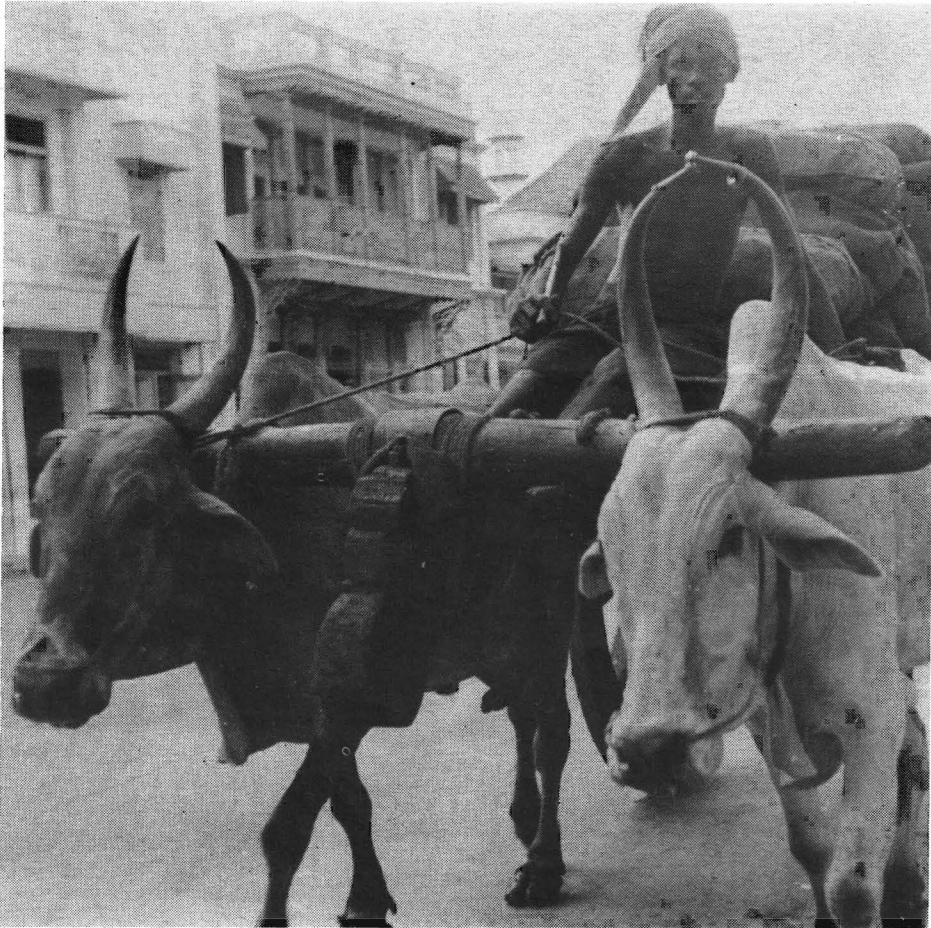
Partout, il faut mener le combat pour le pouvoir : dans l'entreprise, dans la commune, dans la région et jusqu'au niveau supérieur par la création d'une véritable Chambre économique représentant ces mêmes forces économiques et sociales responsables du destin de leur pays. □

Mardi 14 mai à Besançon

Meeting « 4 heures pour le Vietnam » à 20 h. 30 au cinéma Le Montjoye, organisé à l'initiative de la section locale du P.S.U. et du C.V.N., à laquelle se sont associées 13 organisations dont la C.F.D.T., la C.G.T., le S.N.E.S., le Parti Communiste, le Mouvement de la Paix et les Amis de T.C.

Projection des films : Hanoï, mardi 13 et la 6^e face du Pentagone.

Table ronde. Débat avec la participation d'A. Behar, membre du Comité politique national du P.S.U. et du Tribunal Russell.



Victime des inégalités planétaires.

A.D.N.P.

☐ Pays sous développés et développés

La confrontation de New Delhi

Manuel Bridier

Nous publions ici les extraits d'une étude de Manuel Bridier consacrée à la récente conférence de New-Delhi, dont l'intégralité sera reproduite dans le bulletin n° 6 du CEDETIM.

Si l'on devait résumer en quelques mots le flot de paroles et l'avalanche de papier qui se sont abattus pendant deux mois sur New-Delhi, on pourrait dire qu'il s'est agi de deux longs monologues : le premier où les pays du Tiers-Monde exposaient leurs revendications, le second où les pays industriels refusaient de renoncer à leur position de force — quelles que soient les contradictions à l'intérieur de ces deux groupes.

On pourrait aussi souligner le désenchantement et la résignation qui auront été la marque dominante de ces débats, depuis le premier jusqu'au dernier jour.

Le secrétaire général de la conférence, Raoul Prébisch, et les orateurs qui lui ont succédé n'ont pas manqué d'invoquer le besoin d'une « stratégie globale » du développement, mais ce n'était là qu'une exhortation rituelle. Chacun avait d'abord à l'es-

prit l'échec de la décennie du développement et la profonde désillusion engendrée par les institutions internationales.

Le président de la Banque mondiale lui-même, M. Woods, à la veille de céder son fauteuil à M. McNamara, est venu présenter son testament politique en termes désabusés.

Le délégué brésilien avait demandé que la conférence se transforme en « organisation ayant pouvoir de négociation et d'exécution ». Tous les pays industriels et de nombreux pays sous-développés se prononcèrent contre cette demande, faisant valoir notamment que « la majorité ne s'impose pas » et que les décisions éventuelles ne seraient applicables dans la réalité que dans la mesure où elles résulteraient d'un accord unanime, avec l'assentiment des grandes puissances économiques.

Il était dès lors établi que l'on ne s'acheminait pas vers une épreuve

de force et que l'on se bornerait à un compromis « recommandant » aux Etats les décisions à prendre.

Le problème de sa compétence étant ainsi résolu, la conférence allait aborder les questions techniques à son ordre du jour, à la fois dans un interminable débat général et dans de nombreuses séances de commissions.

La stabilisation des cours

Les accords par produit :

La multiplication des accords par produit était l'un des points les plus importants de la Charte d'Alger. Il existe à l'heure actuelle, un accord sur le café, sur le blé et sur l'étain, ainsi qu'un accord sur le sucre (pratiquement caduque depuis le triomphe de la révolution cubaine et l'instauration du blocus américain) auquel il faut ajouter un accord de portée plus restreinte sur l'huile d'olive.

Sans résoudre tous les problèmes des échanges internationaux, de tels accords permettent aux pays exportateurs de réduire les soubresauts provenant de l'instabilité des cours et facilitent leurs prévisions de production à long terme. Ils ne sont pas fondamentalement contraires aux intérêts généraux des peuples importateurs mais il est clair qu'ils sont une gêne au développement de la spéculation et aux activités parasitaires des grandes sociétés d'import-export, notamment en matière du marché à terme.

On ne sera donc pas étonné de la réserve manifestée par la délégation des Etats-Unis à l'idée de nouveaux accords par produit. Dans ce domaine, comme dans tous les autres, les représentants américains n'ont pas manqué de soutenir leur thèse habituelle selon laquelle la liberté des échanges sans aucune barrière, aucune préférence, aucune réglementation suffit pour assurer le meilleur emploi et la meilleure distribution des ressources, par le jeu des équilibres naturels dans une économie mondiale de marché. C'est la thèse qu'ils avaient imposée au G.A.T.T. et au monde entier à l'époque de leur plus grande puissance. Il ne leur en est que plus difficile d'y renoncer au moment où leur économie est sur la défensive.

Pour des raisons un peu différentes, les pays de l'Europe du Nord figurent également parmi les adversaires les plus résolus d'une extension des accords par produits.

La position la plus ambiguë à cet égard est certainement celle de la France, qui cherche désespérément à faire coïncider la protection de ses intérêts économiques à court terme et le grand dessein politique d'un rôle mondial accru, comme principal défenseur des pays du Tiers-Monde contre les « méchants Américains ». La logique de sa stratégie mondiale la conduit naturellement à soutenir les revendications d'Alger et à se prononcer pour de nouveaux accords par produits.

Mais il ne faut pas oublier que certaines productions françaises sont directement menacées par les productions du Tiers-Monde. Les intérêts à court terme des vigneronns de l'Hérault ou des betteraviers de l'Aisne s'accrochent assez mal d'une organisation contingentaire des marchés pour les produits qui les intéressent. C'est pourquoi le discours de Michel Debré à New-Delhi, après avoir chaleureusement approuvé le principe des accords par produit, présente une liste plus réduite que celle d'Alger, liste où ne figure, bien entendu, ni le vin ni le sucre de betterave.

Finalement, sur ce premier point qui n'était apparemment pas le plus délicat, la conférence n'a pu adopter qu'un vœu de principe... et le calendrier, jusqu'en 1969, des débats à organiser sur les principaux produits.

Le financement des stocks

L'organisation des marchés de matières premières pose évidemment le problème du stockage et de son financement.

Une proposition française déjà ancienne (projet Pisani - Baumgartner) consistait à prévoir une hausse des prix des produits agricoles tropicaux sur le marché des pays industriels consommateurs. Une taxe fiscale, prélevée par les pays importateurs, serait affectée à la constitution d'un fond pour le financement du stockage et des efforts de diversification des produits. Cette proposition n'a pas été reprise à New-Delhi sous cette forme. Elle aboutissait curieusement à confier aux pays importateurs eux-mêmes une part des profits de l'exportation pour leur permettre de venir en aide aux exportateurs... avec le fruit de leur propre travail.

La Charte d'Alger prévoyait le financement des stocks par la Banque Mondiale et par le Fonds Monétaire International, en même temps qu'elle indiquait, de façon assez vague il est vrai, le lien possible entre ce financement et une éventuelle réforme des liquidités monétaires internationales. C'est à cette conception que s'est ralliée en fait la délégation française, qui trouvait l'occasion d'un affrontement avec les Etats-Unis, soutenus en la matière par la Grande-Bretagne, le Japon, le Canada et l'Australie.

La délégation américaine, refusant à la fois — ce qui est logique — l'organisation des marchés et le financement des stocks, proposait que les pays importateurs puissent accorder une compensation aux exportateurs grâce à des « droits de tirage spéciaux » au F.M.I. c'est-à-dire par une inflation internationale. On retrouvait là le conflit entre la France et les partisans de la création *ex nihilo* de liquidités internationales supplémentaires.

Le problème était trop étroitement lié à l'imbricatio monétaire évoqué d'autre part à Stockholm pour qu'aucune décision soit prise à New-Delhi à ce sujet.

Le problème des préférences

L'accord s'était fait à Alger pour ne pas aborder le problème des préférences réciproques, c'est-à-dire des ententes régionales au sein desquelles des pays industriels n'accordent à certains pays du Tiers-Monde une relative préférence dans leurs importations qu'en échange d'une préférence de même nature, comme fournisseurs de produits finis et de biens d'équipement. La question n'en a pas moins été l'une des plus controversées à New-Delhi, la tactique américaine étant ici de diviser les pays du Tiers-Monde et d'isoler si possible la délégation française.

Les préférences réciproques et les ententes régionales

Dans son rapport introductif, Raoul Prebisch avait ouvert la discussion en attaquant le premier les ententes régionales et en demandant la suppression des « préférences verticales », c'est-à-dire des systèmes d'accords particuliers entre pays ou groupes de pays du Tiers-Monde et du secteur industriellement développé.

Les Etats-Unis allaient reprendre l'offensive en attaquant directement l'association des Etats africains et malgaches au Marché commun et en proposant l'abandon des préférences réciproques pour des préférences générales (accordées sans discrimination par tous les pays importateurs à tous les produits du Tiers-Monde) sans en préciser toutefois le taux ni le champ d'application.

La position de la France et celle des pays du Tiers-Monde étaient l'une et l'autre assez délicates. Il n'est pas douteux que le commerce français est aujourd'hui, bien que d'une manière décroissante par rapport aux autres partenaires européens, le principal bénéficiaire des relations préférentielles entre l'Europe et les Etats associés. Bien que Michel Debré ait reçu mandat à Bruxelles pour être à la fois le représentant de la France et de la Communauté européenne, les Pays-Bas et la République fédérale d'Allemagne, pourtant signataires du traité de Yaoundé n'ont pas dissimulé qu'ils partageaient sur ce point la thèse américaine. On a vu en revanche la délégation britannique, alliée des Etats-Unis sur tous les autres points, faire cause commune avec la France pour défendre les préférences réciproques dont elle bénéficie dans le cadre du Commonwealth.

Du côté du Tiers-Monde la confusion n'était pas moins grande. Les préférences générales, sans discrimination entre les pays sous-développés eux-mêmes, intéressent surtout le groupe constitué par les plus développés d'entre eux (Inde, Pakistan, Brésil, Argentine, Mexique, Israël, Egypte, Formose, Hong-Kong) dont la production et le début d'industrialisation sont suffisants pour profiter de facilités nouvelles. Les pays les

plus pauvres au contraire risquent d'en tirer fort peu d'avantage et de se voir distancés par le peloton de tête du Tiers-Monde. Les signataires du traité de Yaoundé avaient en outre fait reconnaître à Alger qu'ils ne renonceraient à leurs préférences particulières pour des préférences générales que dans la mesure où elles leur apporteraient les mêmes avantages.

C'est finalement sur cette recommandation des plus générales que l'on en est resté à New-Delhi, en laissant à des pourparlers ultérieurs le soin d'en préciser les formes d'application. Autant dire que cette recommandation n'engage personne et n'engage à rien.

Les préférences générales et les produits agricoles transformés

Une préférence générale indifférenciée peut s'appliquer à la rigueur aux produits agricoles de base. Eten due aux pays industriels, elle ne tient plus aucun compte des inégalités de développement évoquées plus haut à l'intérieur du Tiers-Monde lui-même. La production industrielle varie entre 1 et 8 % du produit intérieur brut des Etats africains mais elle se situe entre 20 et 30 % du P.I.B. pour des pays comme l'Argentine, le Mexique ou le Brésil. Aussi a-t-on évoqué une « modulation » des préférences tarifaires, tendant à favoriser les plus pauvres parmi les pauvres. Nul doute que les discussions ultérieures sur ce point ne permettent aux pays industriels de jouer habilement sur les pays du Tiers-Monde.

Quant aux produits agricoles transformés ils posent aussi un problème délicat. Les pays scandinaves, dont les positions sont en général assez souples, se sont défendus farouchement contre l'application à la margarine du principe des préférences générales. Ils ont invoqué la nécessité de « clauses de sauvegarde » pour protéger leur production de beurre.

D'une façon générale, les difficultés sont très grandes lorsque les pays de la zone tropicale et de la zone tempérée sont en concurrence sur le plan de leurs productions agricoles. C'est le domaine où les économies de grandes puissances sont le plus vulnérables, faute d'une politique à long terme, et le moins susceptibles de reconversion. Une recommandation d'Alger prévoyait une « participation minimale » des pays sous-développés aux marchés en cas de concurrence avec les pays développés.

Une telle recommandation n'a aucune chance d'aboutir dans la situation actuelle de l'agriculture européenne et du rapport des forces. Rien n'a pu être décidé à New-Delhi dans ce domaine, même sous la forme d'une recommandation platonique.

Les transferts et les échanges Le financement des investissements.

Les critiques contenues dans la Charte d'Alger sur le coût excessif des prêts et sur l'insuffisance des

concours financiers ont été reprises par la plupart des orateurs, y compris par le président de la Banque Mondiale, dont le taux d'intérêt venait de passer de 6 à 6,25 % le 1^{er} janvier 1968.

Le débat principal devait opposer une fois de plus la délégation française et la délégation américaine sur la question des financements complémentaires, que les Américains voulaient régler par la création de nouvelles liquidités, tandis que Michel Debré tonnait contre le risque d'une inflation mondiale.

Finalement, comme toute la presse l'a souligné, la seule décision de New-Delhi en la matière est la fameuse recommandation des « 1 % ». La conférence de New-Delhi, reprenant les propositions d'Alger, va plus loin. Il s'agit cette fois de consacrer au Tiers-Monde 1 % du Produit National Brut (revenu national + impôts), ce qui représente une somme plus importante. Mais les Etats-Unis ont aussitôt fait savoir que leurs difficultés monétaires ne leur permettaient pas de mettre en pratique cette résolution. Aussi bien aucune date n'a-t-elle été fixée pour son application.

Il faut d'ailleurs se rappeler que la première recommandation des 1 % n'a été suivie par aucun pays du monde, à l'exception de la France. On ne voit vraiment pas pourquoi la seconde aurait plus de succès alors que la situation économique mondiale s'est détériorée.

Les relations avec l'Est

On a beaucoup parlé, enfin, d'une résolution invitant les pays socialistes à accroître leurs importations en provenance du Tiers-Monde. Ces pays socialistes, qui ont joué en général un rôle assez effacé à New-Delhi — bien que défendant pour l'essentiel les thèses d'Alger — ont eu d'autant moins de peine à prendre cet engagement que leur commerce actuel avec le Tiers-Monde — à l'exception de Cuba — est d'une importance minime. L'application probable de cette décision ne semble pas devoir modifier sensiblement les structures du commerce international.

Les discussions politiques

On a beaucoup parlé aussi, généralement pour les critiquer, des discussions purement politiques dont la conférence est émaillée.

Le plus important de ces incidents allait être soulevé comme on pouvait s'y attendre, par la présence de la délégation sud-africaine. Chaque fois que les représentants du gouvernement raciste de Pretoria prenaient la parole, la salle se vidait et la séance se poursuivait en l'absence de tous les délégués africains et asiatiques ainsi que des représentants des pays socialistes.

En fait, par delà ces affrontements symboliques, le problème politique véritable était celui de l'attitude générale envers les résultats de la conférence.

Plus les débats s'attardaient, dépassant de plusieurs jours la date initialement prévue pour la clôture de la conférence, plus il devenait évident que l'on courait à la faillite. Le secrétaire général, Raoul Prebisch, inquiet d'un échec possible multipliait les conciliabules pour aboutir à un compromis formel de dernière minute. On retrouvait exactement l'atmosphère et la situation qui avaient marqué la fin de la conférence de Genève.

Du moins la résolution de Genève contenait-elle un fait nouveau, la création de la Commission des Nations-Unies pour le Commerce et le Développement, dont on pouvait alors espérer qu'il serait un instrument de travail utile. Le projet de résolution élaboré « en catastrophe » à la fin des travaux de New-Delhi ne contenait rien de tel. Nous venons de voir rapidement les principales questions évoquées. Ce qu'il en reste dans la résolution est d'une minceur consternante :

- le « principe » des préférences générales non réciproques, est limité aux produits manufacturés et semi-manufacturés (produits d'origine agricole non compris) ;
- le calendrier des consultations pour les accords par produit est limité au cacao (mai 68), aux oléagineux, au caoutchouc (1968) et au sucre (fin 1969) ;
- les autres recommandations, depuis le 1 % jusqu'à la conférence des armateurs, ne sont que des vœux ou des promesses de nouvelles discussions.

Devant cet échec total de l'effort qu'ils avaient préparé à Alger, les pays du Tiers-Monde avaient deux attitudes possibles. Leur manifestation contre l'Afrique du Sud leur montrait qu'ils détenaient un moyen de pression assez considérable : la possibilité de priver la conférence de quorum en refusant de participer au vote. La rencontre de New-Delhi se serait alors terminée sur une véritable mise en accusation des pays riches par les pays pauvres et sur la constatation publique, officielle et spectaculaire du caractère fallacieux des institutions internationales.

L'autre attitude consistait à accepter le compromis comme un pis aller, et à reprendre le chemin des négociations perpétuelles dans l'espoir d'aboutir un jour à quelques avantages partiels.

Comme à Genève, le groupe des 77 s'est alors divisé entre les partisans de la rupture dramatique (Algérie, Tanzanie, Yougoslavie) et les partisans du compromis (Inde, Pakistan, Amérique latine). Comme à Genève certaines positions sont étonnantes et s'expliquent par des situations intérieures complexes : ainsi la présence des Philippines parmi les « durs » et de la République Arabe Unie dans le camp des conciliateurs.

Comme à Genève enfin, ce sont les « mous » qui l'ont emporté. On n'a rien fait — mais on continue. □



Une preuve de l'inévitabilité des luttes armées

A.F.P.

Amérique Latine

Depuis Punta del Este et l'O.L.A.S.

Claude Roire

Les projecteurs de l'actualité ont provisoirement quitté le continent sud-américain : ce peut être l'heure des bilans, l'occasion de faire le point. Pourtant les réalités économiques et politiques qui avaient provoqué les événements de la fin 1967 demeurent et évoluent. Un an après la conférence de Punta del Este où le Président Johnson avait mis au point, avec ses dévoués serviteurs de Caracas à Buenos Aires, une stratégie globale contre les peuples d'Amérique Latine; huit mois après la réunion de l'Olas à la Havane, où les révolutionnaires du continent avaient tenté de coordonner la riposte et la contre-attaque générale, six mois après la mort de Guevara, où en est-on ?

Accordant une interview en juillet 1967 au journal cubain « Granma », le leader communiste Uruguayen Rodney Arismendi déclarait notamment : « nous désirons pour notre pays, comme pour n'importe quel autre pays d'Amérique Latine, le chemin le moins douloureux ». Considéré comme l'un des dirigeants révolutionnaires les plus écoutés du continent, Arismendi apparaissait encore l'an dernier comme l'homme « charnière » entre les tenants de l'inévitabilité de la lutte armée dans tous les pays d'Amérique Latine, et ceux du renoncement, au moins provisoire,

à la guérilla. Se basant sur la situation prévalant encore à l'époque dans son pays — la démocratie parlementaire du Président Gestido, mort en décembre dernier — Arismendi développait la thèse de la diversité des formes de lutte, tout en estimant que seule l'insurrection armée pourrait un jour définitivement libérer l'Amérique Latine de l'emprise nord-américaine et du sous-développement. Aujourd'hui l'Uruguay est au bord d'un coup d'état militaire, le successeur de Gestido et son gouvernement sombrant dans les scandales financiers et les délices de l'inflation : il y a un an le dollar valait 98 pesos, il en vaut maintenant, après la dernière dévaluation, 254... Les ouvriers uruguayens multiplient les grèves, les manifestations tournent à l'émeute. L'autre tentative démocratique du continent, celle du président Frei au Chili, est à l'heure des choix décisifs : le nouveau ministre des Finances, M. Raul Saez, l'un des « neuf sages » qui mit au point en 1960-61 la vaste opération de « poudre aux yeux » de « l'Alliance pour le Progrès », réussira-t-il à imposer son plan de réduction des dépenses publiques et d'encouragement aux investissements privés nord-américains. A Santiago comme à Montevideo, les illusions parlementaristes tombent.

Au même moment, les régimes de dictature s'enfoncent dans la violence et leurs contradictions intestines : au Venezuela, l'ancien Président Bettancourt revient au pays pour préparer les prochaines élections, mais il ne circule plus qu'en voiture blindée. Au Guatemala la police et l'armée sont gangrenées par les équipes de tueurs de la « Main Blanche » : la terreur a fait déjà plusieurs centaines de victimes, tandis que la guérilla (bien que réunifiée en 1967 après accord entre les groupes de Yon Sosa et de César Montes) perd du terrain et se réfugie dans les villes. En Bolivie, les généraux de La Paz en sont à arrêter les hauts fonctionnaires civils : M. Jaime Zambrana, par exemple, chef de la sécurité sociale au ministère du Travail, accusé d'avoir hébergé Juan Lechin, ancien vice-président de la République et leader des mineurs d'étain.

L'inflation endémique :

« Longtemps l'Eglise a été une force aliénée et aliénante. C'est la vérité. La religion ne doit pas être l'opium du peuple, mais elle doit contribuer à la libération des hommes. Dès maintenant... » Ainsi parle l'évêque des « favellas » du Brésil, Don Helder Camara : son pays, véritable sous-continent dont l'évolution peut être décisive pour le reste de l'Amérique Latine, se débat dans la misère, sous la férule de ses généraux sans imagination aujourd'hui attaqués de toutes parts, y compris par la droite classique (mais intelligente) qu'incarne Lacerda. Le mal endémique de l'inflation a pris au Brésil des proportions effarantes depuis la prise du pouvoir par Castelo Branco en 1964 : le coût de la vie a augmenté de 45,4 % en 1965; de 41,4 % en 1966; de 25 % encore en 1967. On meurt de faim dans l'Etat du Nord-est, tandis qu'à Rio et Brasilia, le ministre des Affaires Etrangères, Magalhaes Pinto, travaille à ... la « réconciliation nationale » entre les différentes familles politiques qui ont pris le pouvoir en avril 1964 et ne songent qu'à se disputer la succession de Costa e Silva. A gauche, tandis que Luis Carlos Prestes et son Parti Communiste ne cessent de répéter depuis quatre ans que « la résistance populaire à la dictature militaire s'amplifie », les sociaux démocrates tentent de réorganiser le Parti Travailiste, sous la direction des « exilés », Joao Goulart et Leonel Brizzola. Pour de nombreux observateurs le fait le plus important reste l'évolution d'une partie du clergé brésilien : l'usage de la violence comme seul moyen possible pour la libération des masses n'est plus exclu par les prêtres vivant en milieu ouvrier, et Mgr Camara, qui est un peu le Pasteur King du Brésil, déclarait récemment : ... « J'espère que cette transformation pourra se faire par des moyens pacifiques. Je suis contre la violence. Mais je comprends la violence. Je respecte les hommes qui ont choisi

la violence. » Ce genre de déclarations, le fait aussi que les policiers de Costa e Silva ont multiplié dans la dernière période les mesures de répression dans les milieux catholiques progressistes, font penser qu'à plus ou moins long terme un mouvement révolutionnaire d'un type nouveau éclatera au Brésil, avec l'appui et la participation d'une partie du clergé c'est-à-dire l'une des seules forces d'encadrement des couches les plus misérables de la population brésilienne, en particulier chez les Indiens.

Lorsque les révolutionnaires de l'Olas affirment que les conditions objectives d'une offensive générale contre l'impérialisme nord-américain et contre la misère sont réunies en Amérique Latine, ils s'appuient sur certaines constatations qui, malgré la pauvreté et l'imprécision de l'appareil statistique disponible, confirment l'échec de la politique américaine au sud du Rio Grande. Depuis 1961 le taux d'expansion du produit intérieur brut du continent a été de 1,4 % par an, alors que le taux considéré comme un minimum par les « neuf sages » de l'Alliance pour le Progrès était de 2,5 %; et que la croissance démographique s'est maintenue au rythme de 3 % l'an. L'Amérique Latine n'a reçu que la moitié environ de l'aide financière globale promise par Kennedy. En ce qui concerne les investissements industriels nouveaux d'origine étrangère (Etats-Unis principalement) ils n'ont dépassé 400 millions de dollars par an qu'en 1965; au cours de la dernière période, alors qu'un volume de 2 milliards par an était considéré comme un objectif souhaitable. Enfin la société sud-américaine a vu s'accroître les décalages sociaux entre une minorité de haute bourgeoisie intéressée à l'exportation des produits bruts du continent (les produits manufacturés ne représentent que 20 % environ des exportations sud-américaines) et une masse dont la paupérisation n'a pas été enrayerée et où les 70 millions d'indiens (sur une population totale de 250 millions) constituent un sous-prolétariat au bord de la misère physiologique généralisée.

Ces dures réalités font que les Etats-Unis n'ont plus d'autre « solution », pour maintenir leur emprise sur l'Amérique Latine, que de multiplier les écoles de « bérêts verts » pour la lutte anti-guérilla. On assiste certes, depuis plusieurs mois à un reflux assez général des mouvements insurrectionnels, mais la phase actuelle, qui est celle du repli et de la réflexion sur les causes de certains échecs, comme celui du maquis de Vallegrande en Bolivie, devrait déboucher, dans les mois à venir sur une nouvelle vague insurrectionnelle. « Les flammes de la lutte armée s'étendent sans cesse en Amérique Latine », écrivait en juin 1967 le journal nord-vietnamien « Nhan Dan » : sans doute faut-il remettre cette phrase au futur. Mais ce qu'elle annonce semble inéluctable. □

Répression

Sentences sur mesure

Rémy Grillault

Samedi 4 mai, 20 h 30, Monsieur le Substitut de la 10^e Chambre correctionnelle fait des heures supplémentaires. Son réquisitoire, beau comme un éditorial de *l'Aurore* s'achève. Il tend son doigt accusateur vers sept étudiants serrés dans le box entre les gendarmes et dit aux magistrats : « Montrez-leur qu'ici, on frappe! »

On frappe au Tribunal, comme on a frappé dans la rue vendredi et comme on a frappé lundi. Lorsque les bras des flics sont las, les magistrats ont toujours su prendre le relais. Vieille tradition bourgeoise.

Ils sont sept dans le box, deux filles et cinq garçons. Port d'armes prohibé. Un morceau de bois, un lance-pierre, un boulon, une matraque dans une serviette, un canif, etc. On cherchait, dit le rapport de police, des manifestants du mouvement Occident. On en a arrêté quelques-uns mais *tous ont été relâchés*. Et ce sont leurs adversaires qui sont là dans le box. Ils ont été arrêtés vendredi à Nanterre, avant toute manifestation du quartier latin. Qu'importe, Monsieur le Substitut vient d'exalter le courage de la police. Il s'agit de prouver que la manifestation de vendredi était préméditée. C'est absurde mais efficace pour obtenir des sanctions. Le sursis sera difficile à arracher.

La nuit portera conseil à Monsieur le Président et dimanche, enfin, Monsieur le Substitut pourra échanger avec les policiers de service un sourire satisfait. Des étudiants coucheront à la Santé.

Jamais le dimanche

Car le Tribunal siège le dimanche, malgré les usages mémoriaux. Les étudiants n'ont pas seulement secoué les fondements de la vieille université, ils viennent de renverser la tradition judiciaire. Ils seront jugés un dimanche.

Il y a sept « violents » dans le box. Pour chacun d'eux un dossier séparé. Mais pour créer l'ambiance on fait venir les responsables de l'ordre vendredi. M. Groperrin, par exemple, sous-directeur de la Préfecture de police qui insiste sur le fait que c'est le recteur qui a fait rentrer la police à la Sorbonne. Pressé de questions par les avocats des prévenus, nos camarades Michel Blum et Henri Leclerc, il avoue que les arrestations ont eu lieu alors qu'aucune violence n'avait été encore exercée et cela sur un ordre dont il a refusé de préciser l'origine ; il avoue ignorer le nombre de victimes étudiantes qui, dit-il, « ne se sont pas fait connaître au service d'ordre... et ont fort bien fait. »

Puis chaque cas est examiné. Pour seul témoin dans chacune des affaires : un agent, sûr de lui, triom-

phant. Jean Clément, président du centre Richelieu est là dans le box. Il nie avoir jeté des pierres, mais un agent l'accuse. Entre la parole d'un agent de police et celle d'un étudiant responsable catholique, le Tribunal n'hésite pas plus que n'hésiterait n'importe quel citoyen normalement conformé. Deux mois de prison ferme à l'étudiant.

Marc Lemaire, lui est ouvrier, il a 18 ans, il s'est joint aux étudiants parce que dit-il « la liberté, cela concerne toujours les ouvriers et j'ai entendu crier Vive les libertés universitaires ». Il dit avoir lancé du plâtre mouillé, mais un « en bourgeois » prétend avoir reçu un pavé sur la jambe et il est certain que c'est ce jeune homme qui l'a lancé. Le policier est fort guilleret, mais il était fragile et devra cesser son service pendant huit jours. Entre la parole d'un policier et celle d'un ouvrier, le Tribunal n'hésitera pas plus. Deux mois de prison ferme.

Comme il n'hésitera pas à envoyer Guy Marnat-Dames et Yves Lecrouart en prison pour deux mois.

Un pâtissier vint à passer

Cela n'était pas assez. On avait dit à la radio que cinq étudiants avaient des couteaux à cran d'arrêt, ce n'était pas vrai, aucun étudiant arrêté n'en avait. Heureusement pour la police et malheureusement pour lui, un brave garçon pâtissier avait été raflé alors qu'il se promenait pacifiquement, ce qui n'était contesté par personne. Il avait sur lui un couteau à cran d'arrêt. On le met dans le box aux étudiants en espérant que la presse n'y verrait que du feu. Mais la presse le voit et ricane. Alors dès lundi matin on arrête un étudiant à Boulogne. Il distribue des tracts UNEF. Dans sa serviette, un couteau avec tournevis, tire-bouchon, ouvre-boîte et une lame qui se bloque. A la sauvette on le traîne devant un Tribunal dès lundi après-midi pour le faire condamner et clamer le lendemain que trois étudiants ont des couteaux à cran d'arrêt. La manoeuvre est déjouée en dernière minute seulement.

Lundi soir, des centaines de blessés, mais aussi des centaines d'arrestations. Plus d'une vingtaine de manifestants comparaîtront jeudi devant le Tribunal.

Comme tous ceux qui se sont trouvés ainsi entraînés devant les Tribunaux par le pouvoir contre lequel ils avaient osé se dresser, ils seront de véritables accusateurs et les véritables accusés seront le pouvoir, l'université croulante, le recteur Roche, la police et les magistrats même qui prononceront la sentence. Car pas plus que les brutalités policières, la répression judiciaire ne fera reculer les étudiants. □

Communiqués du B.N.

Le Bureau National du Parti Socialiste Unifié constate que la seule réponse que le pouvoir a trouvée pour régler la crise universitaire est la répression policière brutale.

Il s'élève avec véhémence contre toutes les arrestations et en particulier celles de ses propres militants engagés dans les luttes étudiantes. Il s'indigne du maintien dans les locaux de la police de responsables syndicaux comme le Vice-Président de l'U.N.E.F.

Il appelle tous les socialistes au-

thentiques à soutenir activement la riposte universitaire au lock-out de Nanterre, de la Sorbonne, de la Faculté des Sciences et aux poursuites maintenues contre des étudiants.

Le Bureau National du P.S.U. s'affirme par là solidaire du Mouvement étudiant dont le point de départ a été la contestation de l'institution universitaire de Nanterre.

Ni les injures, ni les amalgames n'empêcheront la Gauche française d'exprimer son soutien total à ce mouvement. Paris, le 4 mai 1968.

Le Général de Gaulle et son régime vieillissent de plus en plus mal. A quelques jours du 10^e anniversaire du 13 mai, l'ampleur de la révolte étudiante, le soutien qu'elle reçoit de la part de nombreux lycéens, chercheurs, enseignants, l'écho qu'elle rencontre dans toute la population, sont la preuve que ceux qui ont pour tâche de forger l'avenir de ce pays n'attendent plus rien d'un régime qui pour eux appartient déjà au passé.

L'Université du dialogue que prône M. Peyrefitte, c'est l'image d'un recteur qui se conduit en officier de police, c'est l'arrestation de responsables du syndicalisme étudiant coupables de tenir un meeting au sein de l'Université, c'est la répression policière et judiciaire brutale et

aveugle. Comme les gouvernements de Rome ou de Bonn, celui de la V^e République entend répondre par la force aux problèmes que pose l'adaptation des structures de l'Université. Aucune discussion n'est possible dans les circonstances présentes.

Le P.S.U. affirme sa solidarité avec les étudiants de l'U.N.E.F. et les enseignants du S.N.E.Sup. La révocation du recteur Roche, la libération immédiate des étudiants emprisonnés, l'arrêt de toute procédure disciplinaire à l'Université, constituent des exigences préalables.

Ensuite, mais ensuite seulement, pourra s'ouvrir la discussion sur l'organisation d'une Université d'un type nouveau dans ses structures et son contenu.

Paris, le 6 mai 1968.



13 mai 20 H 30
10 ans LE 13 MAI
et après A LA
MUTUALITE
MEETING PSU
AVEC
Manuel Bridier
Marc Heurgon
Serge Mallet
 et le secrétaire national **Michel Rocard**

Le Creusot

Schneiderville

Bernard Sizaïre

A l'un des sommets du vieux triangle industriel de la Saône-et-Loire, le Creusot, 35.000 habitants, de Schneider, apparaît soudain au creux d'une dépression entre les monts du Charolais et les hauteurs du Morvan. D'emblée, la présence des usines s'impose. C'est vers 1830 que commença l'essor du Creusot, Eugène Schneider, fondateur de cette grande dynastie de maîtres de forges achètera les deux tiers des 1.800 hectares qui allaient constituer le territoire de la ville.

Le Creusot, qui faillit s'appeler Schneiderville, vécut au rythme de son patron. On naissait chez Schneider, on étudiait dans ses écoles, on travaillait chez lui avant de finir ses jours dans ses asiles.

Parmi les nombreuses statues de papa Schneider qui agrémentent les places publiques, il en est une, émouvant symbole de piété filiale, qui montre le patron entouré d'enfants, de travailleurs et de vieillards, tous vêtus de l'uniforme Schneidérien.

A la veille de la guerre, la moitié des logements de la ville appartenait encore aux Schneider, ainsi que la plupart des bâtiments publics (églises, écoles, hôpital, etc.). La mairie ne dut elle-même qu'à un tour de passe-passe d'être propriété publique.

La Maison des Arts et Loisirs, inaugurée le 28 septembre 1967 est le premier bâtiment creusotin construit avec les centimes additionnels et mis à la disposition de tous. Elle est à la fois le résultat d'une évolution et un facteur possible de changement apparu avec les premières lézardes de l'entreprise Schneider.

Une crise de confiance

Après la mort du dernier Schneider mâle, l'usine est devenue la SFAC (Société des Forges et Ateliers du Creusot), société anonyme où les nécessités productives ont vite relégué les techniques et la psychologie paternalistes. D'où une première crise de confiance qu'aggravèrent les méthodes technocratiques de jeunes ingénieurs et de cadres neufs venus de l'extérieur. Des licenciements massifs (1.839 emplois supprimés de 1965 à 1968) provoquèrent ensuite une flambée de colère qui concerna pour la première fois plusieurs milliers d'ouvriers.

L'installation d'industries modernes à Chalon, mieux placé au confluent de grands itinéraires internationaux, achevait de briser la confiance des ouvriers du Creusot.

Des besoins nouveaux

La situation devenant favorable à un affranchissement moral et psycho-

logique, il n'est pas inutile de remarquer que l'attitude des cadres jeunes ou importés a contribué à accélérer ce désir d'émancipation. Elle a modifié en effet les termes dans lesquels se posaient jusqu'ici le problème des loisirs et des distractions. Jusque-là, quatre cinémas et une salle de spectacles privée (appartenant à la SFAC) prodiguaient la manne culturelle. Les spectacles de la salle St-Quentin, généralement représentatifs de l'esthétique des petites villes isolées des grands courants intellectuels s'adressaient prioritairement aux employés de la SFAC. Quelques courts de tennis recevaient les ingénieurs et mesdames leurs épouses. C'est d'abord dans le domaine des sports aristocratiques que de nouveaux besoins se firent sentir. Pour le reste, Lyon était à moins de deux heures de route.

Mais un théâtre municipal avait existé. Sa destruction par les Anglais donna droit à des dommages de guerre qui arrivaient à expiration. C'est alors qu'une partie des cadres a joué un rôle important dans la constitution d'un bureau d'études chargé d'examiner les techniques et le fonctionnement des Maisons de la Culture. Il en résulta un bâtiment moderne avec un équipement scénique complet, destiné avec sa salle de spectacle (1.000 places, toutes excellentes), sa salle d'exposition, ses lieux d'accueil et sa cafeteria à devenir un lieu de rencontre et de réflexion pour tous les Creusotins.

Vers la gestion par les usagers

Ainsi le Creusot se libérait de la tutelle schneidérienne en matière culturelle. Pas totalement cependant, car on peut soupçonner dans la convention liant la ville à la SFAC en échange d'une subvention de celle-ci, le désir de maintenir la Maison des Arts et Loisirs dans une dépendance insidieuse. La libéralisation se concrétise par un statut original qui fait de cette maison la première Maison de la Culture Municipale de France. La ville a en effet confié pendant trois ans la responsabilité totale de la Maison à L.A.R.C. (Loisirs, Arts, Rencontres, Culture) association de gestion à laquelle une subvention est accordée.

Il est évident que l'assemblée générale de l'Association et ses organes administratifs (dont le maire et le directeur de la S.F.A.C. sont membres de droit) reflètent le désir de maintenir un contrôle par notables interposés.

Un Conseil culturel a été créé, auquel participent plusieurs centaines de Creusotins. Chacune de ses com-



La maison des Arts et Loisirs du Creusot.

missions de travail prenant en charge un des aspects de la vie de la maison, il doit permettre aux usagers de s'exprimer et de prendre leurs responsabilités en participant progressivement à la gestion. Le Directeur Charles Nugue semble le souhaiter lorsqu'il parle « d'associer les utilisateurs à la vie et à la gestion de la Maison ».

L'Etat au pied du mur

Depuis six mois, spectacles, expositions, concerts se sont succédés, attirant plus de 200.000 visiteurs. Succès soudain et inattendu qui a poussé le directeur à s'interroger sur ses besoins et ses devoirs : nécessité d'augmenter la fréquence des spectacles, afin de multiplier les possibilités de choix et développer ainsi

l'esprit critique, sans lequel toute participation demeure stérile.

L.A.R.C. s'est donc tourné vers l'Etat, posant aux Affaires Culturelles un problème délicat : le Ministère ne peut se désintéresser d'une expérience d'une telle ampleur dans une ville ouvrière mais ne veut faire aucune entorse à ses principes qui excluent en fait les amateurs et les sociétés locales des Maisons de la Culture. L'Etat semble donc disposé à accorder une aide sélective aux seules activités conformes à sa propre conception de la vie culturelle.

La Maison des Arts et Loisirs en est aux halbutiements prometteurs. Son mode d'existence et ses contradictions peuvent permettre d'enrichir le dossier de la décentralisation culturelle. □

A écouter

DISQUES A PRIX REDUIT

● Depuis un an la collection 30/18 (*) s'est imposée parmi les séries à prix modique par l'originalité de son catalogue et la qualité de ses interprétations. Du haut Moyen-Age à Beethoven elle permet de découvrir des œuvres rares comme la musique de Pérotin le Grand qui déroulait ses vocalises post-grégoriennes dans la toute neuve cathédrale de Paris, à la fin du XII^e siècle (HM 30-823).

● Le 3^e Concerto Royal et les Sonates de Couperin prennent un relief nouveau grâce aux instruments anciens de l'ensemble Ricerare (HMO 30-718).

● La Cantate du mariage et la Cantate italienne de J.-S. Bach bénéficient de l'aisance vocale et de la fraîcheur lumineuse d'Elly Ameling (HM 30-400).

● Quant au plus doué des fils, Carl-Philip-Emmanuel Bach, il est l'auteur avec le Magnificat d'une des plus fortes pages de la musique religieuse du XVIII^e siècle. Le disque lui rend enfin pleine justice (HM 30-821).

● Il faut accorder une mention spéciale au digne des « Orgues historiques ». C'est avec les plus vénérables instruments de France, d'Italie, d'Espagne et d'Allemagne une splendide démonstration des richesses et de la diversité de l'orgue. Un panorama où chaque instrument conserve le charme et la personnalité de la grande époque organistique (HMO 30-580).

Une collection à suivre de très près □

(*) Harmonica Mundi - 18 F.

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin
☉ODE. 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

TRI (Youg.) V. O.

□ Cinéma

Vérités de la caméra

Jean-Paul Fargier

« Le cameraman » est une réflexion sur le cinéma, sur ceux qui le font, sur ceux qui y vont. Chaque image où la caméra est présente provoque des résonances extraordinaires, et son absence même finit par être lourde de signification.

Rossellini, dit-on, est venu au cinéma pour l'amour d'une fille : en l'accompagnant chaque jour au studio où elle travaillait, il eut envie d'entrer dans le métier et peut-être aussi de la filmer. Car les plus belles déclarations d'amour d'un cinéaste se font au cinéma. C'est un peu l'histoire du cameraman Buster. Il ne dit pas : « Je vous aime », mais « J'aimerais prendre une photo de vous. » Impossible de ne pas penser au Petit Soldat qui mitraille Anna Karina avec son Leica, en lui posant des questions.

Puis en changeant son vétuste appareil photographique contre une antique caméra, Buster découvre certainement que si « la photo c'est une fois la vérité par seconde, le cinéma, c'est 24 (ou 16) fois la vérité par seconde ». Cette fonction de vérité le cinéma l'assure pour lui lorsque la bobine tournée par le singe pendant le sauvetage de Sally fait triompher son amour et éclater la vérité. Mais c'est le privilège des grands films de faire éclater la nôtre aussi et de nous atteindre dans notre attitude même de spectateurs. Lorsque le patron du cameraman visionne ses films, l'écran soudain devient miroir et c'est nous qui nous exclamons quand il s'écrie : « C'est le meilleur reportage que j'ai jamais vu. » L'ambiguïté de cette réflexion est géniale, car elle peut traduire indifféremment un goût du sensationnel ou un assentiment à la beauté d'un geste vrai. Deux prises en effet se succèdent : la fantastique bataille du quartier chinois et le sauvetage de Sally. A laquelle s'adresse ce jugement ? Et à quel niveau de compréhension correspond-il ? Jamais nous n'avions mieux compris l'ambiguïté d'un enthousiasme, même soit disant critique. Jamais non plus nous ne pourrions



mieux saisir les liens qui unissent le public et la production d'un film que dans ce reflet des spectateurs que nous montre Keaton en la personne du producteur : interprète d'une foule Moloch dévoreuse d'images.

Au milieu d'une société de consommation déjà marquée par un besoin d'images, Buster se promène avec un détachement ante-lumière. Il vit presque comme si le cinéma n'avait pas encore été inventé. A un reportage au quartier chinois il préférera toujours un dimanche à la piscine avec Sally, et aux spectaculaires images d'une noyade, le rôle d'un sauveteur. Entre la vie et le cinéma, il choisit la vie et l'amour. Jusqu'à ce qu'il découvre à la fin, que le meilleur cinéma donne toujours la vérité de la vie.

Méfions-nous des écrans qui ne sont ni fenêtres ni miroirs. Gardons-nous aussi des cinéastes qui ont une caméra à la place des yeux ! Pas de danger avec Keaton. Il a, au contraire, greffé sur l'objectif ses propres pupilles. Rivez votre regard à celui de Buster. Tout est dans ces yeux tantôt tendres, tantôt craintifs, très souvent ingénieux, quelquefois crocodilesques comme lorsque il s'apprête à ravir le pantalon de la grosse baigneuse. □

« exploration dans le temps, l'espace et la couleur » a été réalisé à Venise et à Bruges autour d'une jeune vénitienne vedette de son prochain film par Marcel Hanoun qui vient de remporter le Prix de Vingt Ans aux Rencontres d'Hyères pour « Le procès de Carl-Emmanuel Jung ». (Dimanche 12 mai, 2^e chaîne, 16 h 45.)

● NOUVEAU THEATRE. « Lettre Morte » est la première pièce portée à la télévision de Robert Pinget, l'un des grands noms, aux côtés d'Alain Robbe-Grillet, Michel Butor, de ce que l'on a appelé « l'Ecole du Nouveau Roman ». (Jeudi 16 mai, 2^e chaîne, 20 h 35.)

□ Opéra

Un chef wagnerien

Marc Echeverry

Depuis la disparition de Knapperbusch et de Furtwangler on attendait un chef qui sut à la fois détailler la partition et restituer la prolifération des thèmes sans les isoler du courant orchestral.

Si Parsifal et Tristan avaient trouvé avec Boulez et Karl Böhm des interprètes convaincants, la Tétralogie continuait à se chercher un maître. Je crois qu'il est enfin trouvé : Lorin Maazel dont on a déjà vanté ici l'exactitude et l'efficacité, s'est affirmé à la tête de l'Orchestre National comme aujourd'hui le seul capable de faire sonner le Crépuscule des Dieux et de nous en livrer les respirations les plus fortes comme les plus intimes.

La prochaine retransmission de Prestige de la Musique devrait confirmer cette impression.

Une caricature d'opéra

J'ai dit souvent que la musique devrait jouer un rôle essentiel dans le renouvellement théâtral. On sait, par exemple, que le film musical et l'opéra ont largement stimulé l'imagination des décorateurs et des metteurs en scène en faisant éclater les cadres dans lesquels leur art avait tendance à se figer.

Je n'en suis que plus à l'aise pour déplorer le lamentable spectacle que vient d'offrir l'Opéra de Paris avec Médée de Darius Milhaud. N'ayant pas présenté d'opéra contemporain

depuis longtemps, il se devait, après les folles dépenses de Turandot, de nous donner une représentation conforme aux exigences scéniques modernes. Le choix était déjà contestable d'une œuvre sincère, mais vieillie, dont le livret comporte de ces naïvetés qui font la joie des detracteurs du théâtre lyrique. Mais que dire des décors et des costumes d'André Masson ? Comment ne pas s'esclaffer devant ce Créon solennel dont la robe souligne l'ample bedaine, comment ne pas ricaner aux ronds de jambes du grassouillet ténor chargé d'incarner (!) Jason, comment ne pas rire des choristes pétrifiés, vêtus de la pélerine de nos grand-mères et coiffés d'un bonnet de plage que refuseraient même les bambins des colonies maternelles.

Après tout, Milhaud méritait mieux ! Seules les dames par leur véhémence et leur générosité vraie tirent leur épingle de ce méchant jeu.

Avec près de 25 ans de retard, le « Prisonnier » de Dellapicola entrainé à l'Opéra. Œuvre solide et toujours lyrique malgré l'emploi du vocabulaire moderne. Malgré quelques erreurs de détails, le metteur en scène, R. Gérôme et le décorateur, ont fidèlement traduit cette œuvre forte et déjà classique qui méritait d'être accompagnée par une œuvre vraiment représentative de l'opéra contemporain. □

□ Festivals

● NANTERRE

— Dans 5 préaux d'écoles, des pièces de théâtre de Ghelderode, Ionesco, Molière et Régner, montées par la Compagnie Pierre Debauche.

— Au cinéma de la Boule, des films d'Art et d'Essai, projetés régulièrement tous les mardis, à partir du mois de mai.

— A la Faculté des Lettres de Nanterre, un concert Stockhausen, dirigé par Stockhausen lui-même.

— Dans les écoles, les concerts de l'Orchestre de Paris, liés à l'initiation musicale.

— Organisé avec les commerçants de la ville, un spectacle de variétés.

— Enfin, dernière de ces « dix manifestations du mois de mai » une exposition de peinture moderne sous le titre « Peinture vivante ».

Pour tout renseignement : Maison de la Culture en préfiguration, 2 boulevard de Balzac, 92-Nanterre. BOI. 37-13.

● CHATILLON

Châtillon-des-Arts, mois de la culture, se déroulera du 30 avril au 31 mai 1968, à Châtillon-sous-Bagneux.

Au programme figureront des journées de courts métrages, de musique contemporaine, des représentations théâtrales, des expositions (Pignon, Hernandez, Lora,

sculptures de Viseux, gravures de Miro).

Participeront, Maria Casarès, Alain Cuny, les Percussionnistes de Strasbourg, le Domaine Musical, le Groupe de Recherches de l'O.R.T.F., les Swingle Singers, Germaine Montero.

Patrice Chereau donnera « L'héritier de village », de Marivaux, l'Aquarium, troupe de l'Ecole Normale Supérieure et la Comédie Moderne de la Sorbonne créeront leur adaptation des « Héritiers » d'après Bourdieu et Passeron.

Guy Kayat définira trois démarches dramatiques avec « Turandot » de Gozzi, « Dans l'ordre ou dans le désordre » de Claire-Lise Charbonnier, et son « Théâtre-laboratoire » dont ce sera la première création publique.

□ En bref

Pierre de T.S. Collombert, photographe de T.S. expose ses photos à la Maison des Jeunes et de la Culture 14, rue Thomas-d'Orléans, à Collobes (92).

Ouverte jusqu'au 31 mai, du lundi au vendredi de 12 h à 14 h et de 18 h à 21 h.

Le samedi de 15 h à 21 h.

□ Semaine TV

● HOMMAGE A C.T. DREYER. La soirée débute avec « La passion de Jeanne d'Arc », le film le plus célèbre du maître danois récemment disparu. (Dimanche 12 mai, 1^{re} chaîne, 20 h 45), puis se continue par une émission réalisée par Eric Rohmer pour la série « Cinéastes de notre temps », consacrée à l'auteur « d'Ordet » et de « Jours de Colère », l'un des plus authentiques génies du 7^e art. (22 h.)

● TISIANA. Ce reportage, qui se veut

Libertés dans l'entreprise

Citroën : la chasse aux syndicats

Jacques Ferlus

Une campagne de publicité dans la presse révèle les cinquante détails de la sécurité des véhicules Citroën. Un cinquante-et-unième détail pourrait être ajouté, celui de « la paix sociale » : pas de grève depuis quinze ans. C'est pour la direction un élément de sécurité non négligeable. Mais cette soit disant « paix » est acquise au détriment des travailleurs qui subissent les pires brimades. Le travail s'accomplit dans un véritable climat de dépersonnalisation et les syndicalistes prononcent souvent les mots de : fascisme, Mussolini, gestapo, Franco...

La direction de Citroën, avec les dernières élections des délégués du personnel (début avril), a eu une nouvelle occasion de démontrer l'efficacité de ses méthodes.

*
**

En 1967 les délégués n'avaient pas été élus par usine mais par groupe d'usines. Ainsi des ouvriers de Clichy étaient représentés par un délégué travaillant quai Javel à Paris. Ceci étant contraire à la loi, les élections furent annulées, ce qui eut pour conséquence de priver les délégués sortants de liberté de mouvement pour la campagne des nouvelles élections.

La direction, elle, s'en donna à cœur joie. Presque tous les travailleurs furent avisés personnellement que s'ils allaient voter ils seraient licenciés. Ceux qui étaient surpris parlant avec des syndicalistes étaient le plus souvent changés de poste de travail. Résultat : 70 % d'abstentions au premier tour.

Au deuxième tour apparaissent les candidats de la direction. Des ordres sont donnés afin de voter pour les « bons » candidats. Certains reçoivent pour consigne de voter C.G.T. en rayant les têtes de listes. Il a suffi d'en trouver treize pour qu'un militant actif ne soit pas réélu. Avec de tels procédés, Citroën fait élire 25 de ses candidats, contre 17 en 1967.

Traqués et espionnés

Pourtant la majorité des travailleurs est favorable aux organisations syndicales. Mais dans cet univers à part il est bien difficile de ne pas accepter, même à contre-cœur, la politique maison. Il suffit de chançonner en travaillant pour écopier d'un avertissement. L'ouvrier

dont on veut se débarrasser subit une série de brimades qui aboutissent à le faire démissionner. Car chez Citroën il n'y a pas de licenciements. La direction dispose de tout un réseau d'espions, de mouchards, d'interprètes (50 % de travailleurs étrangers) qui rapportent les moindres faits et gestes de chaque ouvrier. A Levallois, même dans les locaux de la Bourse du Travail, il faut se méfier des espions.

Dans un atelier travaillant pour l'armement, un travailleur étranger est appelé par son chef. Celui-ci lui explique qu'étant étranger il n'a pas le droit de travailler pour l'armement. On va donc le licencier. A moins qu'il ne soit élu délégué « libre », ainsi il sera protégé. Suite à quelques pressions supplémentaires l'ouvrier est obligé d'accepter, pourtant depuis dix ans il est syndiqué à la C.F.D.T.

A condition de rentrer dans le « moule » Citroën, c'est la réussite et la promotion assurées. Effectivement il y a des cas d'O.S. devenus cadres. Mais il faut passer par tant de concessions, de compromissions... « Je me demande comment ces types peuvent dormir tranquilles » disait un militant C.F.D.T.

Epié et traqué

Etre syndiqué chez Citroën, cela veut dire qu'on accepte d'être épié et traqué tant qu'on ne décide pas de se rendre. Cela veut dire que l'on accepte de ne jamais avoir de promotion, d'être augmenté au strict minimum. Ici un militant ne peut être qu'un homme exceptionnel car, ainsi que le remarquait l'un d'entre eux : « Les travailleurs qui ont un peu la « tripe ouvrière » ne restent pas longtemps. » Et c'est bien le courage de ces hommes qui acceptent de se battre au nom de la dignité des travailleurs qu'il faut saluer. C'est le cas pour ce militant de la C.G.T. qui depuis 19 ans continue la lutte.

On reconnaît le syndicaliste à sa voiture : il ne possède pas une Citroën. La direction n'accepte de vendre des véhicules qu'aux bons ouvriers, c'est-à-dire ceux qui ne la combattent pas.

A l'intérieur de l'usine seuls les délégués élus jouissent d'une certaine liberté de mouvement. Encore que pour leurs déplacements ils bénéficient d'une escorte d'agents de la direction, chargés de les surveiller.

Lorsque le délégué pénètre dans un atelier, il est bien rare qu'un ouvrier se décide à lui parler. L'escorte relèverait son nom et au mieux, la direction le gratifierait d'un avertissement. Il risque aussi une mutation, à moins qu'on ne lui demande sa démission.

Quant au délégué lui-même, on lui accorde avec beaucoup de réticence le droit de remplir son mandat. Dans le travail on l'isole des autres et malheur à celui qui sera pris lui adressant la parole.

Succès de la méthode Bercot

Dans ces conditions, le syndicalisme n'a pour ainsi dire pas de prise directe sur les travailleurs. Il est impossible d'appeler au moindre débrayage, au plus court des arrêts de travail. Alors que dans de nombreux secteurs les signatures de pétitions sont considérées comme des actions désuètes et dépassées, chez Citroën c'est un succès lorsque 8.000 signatures sont recueillies à propos des ordonnances sur la Sécurité sociale, lorsque 12.000 autres réclament une prime à l'occasion de la sortie de la Dyane (prime d'ailleurs refusée par la direction).

Monsieur Bercot, P.D.G. de Citroën, déclare bien que le seul moteur de l'homme est le profit, mais son principe ne s'applique pas aux travailleurs. Qu'on en juge d'après cette démonstration de la C.G.T. : « En 1957, un P1 gagnait 8.000 F par an (soit la valeur de deux 2 CV) et produisait cinq véhicules dans l'année. En 1967, un P1 gagnait dans la même période 12.800 F (soit toujours la valeur de deux 2 CV) et produisait dix véhicules dans l'année. Pour être dans les mêmes normes qu'en 1957, le revenu annuel d'un P1 devrait être équivalent à quatre 2 CV. »

Mais c'est là un raisonnement que ne peut entendre Monsieur Bercot. D'après lui si les travailleurs ne sont pas heureux de leur sort c'est qu'ils l'ont bien voulu. Ils n'ont qu'à devenir entrepreneurs, patrons...

*
**

Une chose est certaine, Citroën est une entreprise dynamique dont le développement, au cours des dernières années, est incontestable. Par le biais des accords passés avec des entreprises allemandes et italiennes, elle a préparé sa place sur le marché européen. Cela lui a permis de gagner la confiance du gouvernement, ce qui explique la neutralité, pour ne pas dire la démission, de certains ministres dans les conflits qui opposent la direction aux travailleurs. On prête même l'intention à Monsieur Pompidou de profiter de la réussite de Citroën pour opérer des changements de structures et de méthodes chez Renault.

Fort de ses appuis, Monsieur Bercot peut en toute tranquillité se livrer à son sport favori : la chasse aux syndicats ; ces empêcheurs de vivre en paix qui veulent avoir des idées sur tout, ces suppôts de la subversion.

Briser Citroën

L'exemple de Citroën pourrait fort bien donner des idées à d'autres entreprises. Pourquoi continueraient-elles à supporter les revendications des syndicats, à essayer toutes les grèves, alors que la méthode Bercot assure la tranquillité, une paix sociale intéressante ? Si l'on n'y prend pas garde, ce qui se passe chez Citroën pourrait avoir des conséquences graves sur l'ensemble du mouvement ouvrier.

Pour l'instant le « cas Citroën » a rarement été évoqué en dehors des usines. Les élections des délégués concernaient bien plus de 50.000 travailleurs, cela fait plus de monde qu'à Bastia et c'est pour le moins aussi important. On en a beaucoup moins parlé.

C'est seulement « la minorité de la minorité » des travailleurs de chez Citroën qui est syndiquée. Face aux méthodes fascistes utilisées par la direction il est bien difficile qu'il en soit autrement. On peut donc penser qu'actuellement Citroën ne peut être mis en difficulté, voire en échec, que de l'extérieur. Il n'est pas utopique de penser qu'il y a là matière à une vaste action d'envergure menée en commun par les organisations syndicales et politiques de gauche (*). Les syndicats étudient la possibilité d'un certain nombre de pressions économiques, il faut effectivement s'y intéresser. □

(*) Dans plusieurs communes à l'occasion des dernières élections de délégués, des comités de soutien se sont mis en place. Partout le P.S.U. y était présent. Ces comités ont alerté l'opinion sur la situation des travailleurs de Citroën. Ils auront une nouvelle occasion de se manifester fin mai pour les élections des comités d'entreprises.

responsable politique
êtes-vous

BIEN ÉQUIPÉ ?

L'homme d'aujourd'hui est sollicité sans cesse par des messages d'information, de propagande ou de publicité, qui s'appuient sur les derniers progrès techniques de duplication. De son côté l'information syndicale, pour atteindre son but, a besoin d'un équipement moderne, rapide et sûr. A l'intention des responsables, Gestetner a mis au point une ample documentation, véritable tour d'horizon des procédés modernes de duplication, stencil et offset. Les méthodes, les matériels, leurs rendements, leurs applications y sont clairement confrontés. D'utiles conseils sont également inclus pour l'établissement des documents et pour la gravure des stencils ou plaques. Demandez le Cahier n° 337 à GESTETNER, 71, rue Camille-Groult, 94-VITRY. Tél. : 482-47-85.